

# L'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques: le point de vue d'un «*blanquiste*», Edouard VAILLANT.

Le citoyen Edouard VAILLANT, dans le «*Rappel des Travailleurs*», organe de la «*Fédération des Travailleurs socialistes de l'Est*», à la date du 13 septembre 1896, disait dans un article «*leader*», ayant pour titre: *La Confédération générale du Travail* (1):

*«Si même, et cela est faux, le Congrès de Londres (2) n'avait pas fortifié l'union, l'organisation internationale des socialistes, il aurait rendu au socialisme français le plus grand des services en l'obligeant à un véritable examen de conscience, à la suite d'incidents divers où il a été mis sur la sellette et où on lui a reproché de ne pas ressembler assez aux autres, de ne pas être façonné suivant le modèle breveté, d'être trop varié, divers et libre.*

*Il y aurait une part de vérité dans la critique, mais combien plus encore d'erreurs! Les initiateurs se fourvoient en frayant les chemins où passeront ensuite allègrement ceux qui les suivent. Cependant, loin de renier cette histoire qu'ont faite, avec les circonstances, le génie et le tempérament de la race, le parti de la Révolution, en France, doit chercher à le développer en l'éclairant, en éclairant, en rectifiant sa marche, son organisation, son action.*

*On ne subit pas impunément des désastres comme ceux de la Commune, des massacres de Paris, de la terreur et de la proscription versaillaise. Pendant de longues années, il n'était pas possible, sous peine de fusillade et de déportation, de relever le drapeau des vaincus, et c'était tout au plus si les vainqueurs permettaient aux ouvriers de s'occuper de leurs intérêts de métier, de la défense de leurs salaires, de l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce fut la renaissance timide d'abord des syndicats, rapidement grandissante par suite du progrès industriel.*

*Peu à peu la France démocratique échappait à l'étreinte réactionnaire; le socialisme réapparaissait dans les congrès ouvriers; l'amnistie rappelait les proscrits, et la lutte politique, c'est-à-dire active, recommençait. Elle prenait le caractère que lui donnaient les circonstances, l'inorganisation, la contagion du milieu.*

*Les partis ouvriers se formaient de syndicats qui, ainsi, en même temps que les groupes corporatifs, devenaient des groupes politiques.*

*Ce fut la grande cause d'interruption et d'échec de l'organisation économique du prolétariat français. Un syndicat adhérait à un parti politique, et aussitôt sa croissance s'arrêtait. Les ouvriers de la même corporation, qui ne partageaient pas les idées du parti auquel leur syndicat adhérait, devaient ou rester en dehors de toute organisation, ou former un nouveau groupement corporatif, qui, le plus souvent, par une même et funeste erreur, génératrice de divisions nouvelles, adhérait à un autre parti et entraînait en conflit, plus ou moins avoué, avec le syndicat rival. Nous avons vu à l'origine de la Bourse du Travail le tableau de ces divisions.*

*Elles diminuent, assurément, mais elles n'ont pas encore disparu et il faut les faire disparaître. Il faut pour cela achever l'évolution qui les a fait décroître.*

*Quand syndicats et groupes ainsi divisés et hostiles se sont rencontrés dans la Bourse du Travail, ils n'ont pas été longtemps à reconnaître que, d'accord sur toutes les questions économiques, ils n'étaient séparés que par la politique. Aucun n'avait envie d'être mangé par le voisin, qu'il avait le très visible désir d'absorber dans son organisation politique. La force des choses et la nécessité de la lutte contre le capitalisme engendrèrent une neutralité politique qui rendait possible une action économique commune.*

*C'est ainsi que le prolétariat français s'acheminait à cette conclusion que nous n'avions cessé de lui*

(1) Ainsi parle A. LAGAILSE, Secrétaire général de la C.G.T. de 1895 à 1899. Cette intervention est extraite du *Compte-rendu des travaux du Xème Congrès national corporatif, IVème de la CGT*. Imprimerie des Arts et Manufactures – Rennes – 1898.

(2) Congrès socialiste international tenu en 1896 à Londres.

*demander d'adopter: la formation d'une organisation exclusivement économique pour une action exclusivement économique. Sur la proposition de nos amis, le Congrès de Limoges (3) a enfin reconnu cette vérité et décidé que la confédération du travail serait formée en dehors de toute adhésion et ingérence politiciennes.*

*La confédération du travail est une organisation strictement économique, formée des syndicats redevenus groupes exclusivement corporatifs et fédérés dans le pays entier, avec les Bourses du Travail pour centre d'une organisation unitaire et foyers de l'action économique de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.*

*A cette condition seule, peuvent disparaître des syndicats et de la confédération du travail toutes les causes de désunion, à cette condition seule, peuvent s'unir, dans une même organisation et pour une action coordonnée et efficace, toutes les forces de la classe ouvrière.*

*Les faits ont tellement montré la nécessité, la valeur de cette décision, qu'il n'y a pas de doute qu'elle ne soit prise, et comme chacun sait que toute organisation est animée de l'esprit des militants qui la dirigent, il est certain que les syndicats devenus ainsi la forme organisée des revendications économiques du prolétariat, seront, quelque variées que soient les opinions de leurs membres, animés de l'esprit, de l'énergie socialiste et que c'est une vraie et ardente guerre sociale, émancipatrice du travail, qu'entreprendra et mènera contre le capitalisme, la confédération du travail.*

*Sur cette question donc il y a toute chance que tous s'entendent. Cela sera plus facile que pour la question de l'action politique étrangère, d'ailleurs, aux délibérations de Tours (4), et non moins évidente pour nous, mais encore si obscure pour tous ceux qui n'ont pas compris qu'à chaque fonction il fallait un organe distinct et correspondant et que le même militant qui, dans son syndicat et dans la confédération du travail, mènerait la lutte économique devait, dans son parti, mener la lutte efficace entre toutes, la lutte politique, la lutte électorale et révolutionnaire. Certains ne considérant que les inconvénients des discussions politiciennes des syndicats qui ont fonctionné comme groupes politiques au lieu de reconnaître la nécessité de réformer l'organisation sur des bases nouvelles, ne voient plus que l'utilité de l'action spéciale conforme à leur tempérament et nient tout le reste. C'est ainsi que plus d'un organisateur de syndicat en arrive à nier l'action politique, ne pensant pas que si son avis prédominait, le prolétariat resterait désarmé devant le capitalisme maître du pouvoir sur le champ de bataille où il importe le plus de vaincre, car c'est là où il conquerra son émancipation.*

*En tout cas, et comme c'est là le point initial de cette double, distincte et nécessaire organisation, nous espérons qu'à Tours les délégués des syndicats seront à la hauteur de leur mandat, qu'ils achèveront l'œuvre commencée à Limoges en donnant à la classe ouvrière française l'instrument organisé de la lutte économique contre la classe capitaliste, l'organisation indépendante de toute adhésion, ingérence et immixtion politicienne qui doit être, que sera la confédération du travail».*

-----

Dans un premier temps, VAILLANT fait référence au *Congrès socialiste international* de 1896.

A la disparition de *l'Association internationale des Travailleurs*, après 1876 pour chacune des parties issue de la séparation en 1872, il faut attendre 1886 pour que se tienne une *Conférence ouvrière internationale* à Paris (5). Au cours de celle-ci, de composition essentiellement syndicalistes, les représentants des partis allemands (clandestin en Allemagne, et d'immigrés à Londres) se firent remarquer par leurs opposition au réformisme des *Trade-unions* britanniques.

Un *Congrès socialiste international*, convoqué à Paris en 1889, se tint en deux parties, l'une *Rue de Lancry* (5), l'autre *Salle Pétrelle* (5). La question de l'activité des organisations économiques et politiques, l'indépendance des premières par rapport aux secondes, causaient toujours les mêmes débats, bien que cela n'apparaissait pas exactement ainsi.

En 1891, - notons que les lois *anti-socialistes* n'avaient plus cours depuis 1890 en Allemagne, - un deuxième Congrès se tint à Bruxelles (5). Les anarchistes en furent exclus, à l'exception de Merlino (dit

(3) Congrès de fondation de la C.G.T. - 1895.

(4) 11ème Congrès de C.G.T. - 1896.

(5) voir <http://anti.mythes.voila.fr/syndicalisme/syndicalisme.html>

ce jour-là Lévi), représentant une Chambre syndicale. Les «*allemands*» s'y opposèrent à toute grève générale, notamment en cas de guerre! C'était bien en 1891, et non en 1914!

De même en 1893 à Zurich où se tint un troisième Congrès (5). Les anarchistes y furent d'emblée exclus au motif qu'ils n'admettaient pas: «*l'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête, par le prolétariat, de la puissance politique*».

En 1896, un quatrième Congrès fut convoqué à Londres (5). Une carence «*ès-convocation*» permit aux anarchistes représentations des syndicats d'y siéger, tandis que ceux représentants des groupements «*affinitaires*» en furent exclus. Cette «*anomalie*» en matière de convocation ne se reproduira évidemment plus. Les *Trade-unions* britanniques ne participeront eux non plus aux congrès marxisés.

Ainsi allèrent bon-an mal-an les congrès de ladite *Internationale socialiste*, jusqu'au pouvoir, puis de son autre caricature au pouvoir: l'*Internationale communiste*.

-----

C'est à ce Congrès de Londres que VAILLANT fait référence.

Si certains anarchistes n'y étaient pas admis (tous les français représentaient des syndicats et purent en conséquence y participer), le proxénète et maître-chanteur Alfred GERAULT-RICHARD (6), député de Paris par la grâce de JAURES, y était admis avec icelui, MILLERAND et VIVIANI – porteurs de leurs seuls mandats de... députés (sic).

Aussi le «*véritable examen de conscience*» auquel les socialistes français devait se livrer, car à Londres «*on lui a reproché de ne pas ressembler assez aux autres, de ne pas être façonné suivant le modèle breveté, d'être trop varié, divers et libre*», c'est celui qui devait amener en 1899 à la première unification des socialistes d'Etat français, prélude à la constitution de la *Section française de l'Internationale ouvrière* en 1905.

C'est en analysant ce Congrès (7) que Fernand PELLOUTIER y rédigea une introduction autrement nommée «*Lettre aux Anarchistes*» à laquelle nous nous référons constamment.

-----

Ainsi VAILLANT reconnaît fondamental le fait que tous les socialistes, quelque soit leur école, participent au même groupement économique, de sorte que sur ce terrain-là ils ne se combattent plus, qu'ils ne s'y occupent que de questions économiques.

Et il ajoute que «*le même militant qui, dans son syndicat et dans la confédération du travail, mènerait la lutte économique devait, dans son parti, mener la lutte efficace entre toutes, la lutte politique, la lutte électorale et révolutionnaire*».

Aussi VAILLANT et ses amis considèrent que l'action économique ne se suffit pas à elle-même, qu'elle ne peut être efficace, contrairement à la conquête du pouvoir, seule révolutionnaire.

Fernand PELLOUTIER avait toutes les raisons de penser qu'il fallait se méfier de l'unité des socialistes, le syndicalisme (unifié ou non) ne constituant pour eux qu'un aspect subsidiaire à la lutte électorale.

Si pendant toute une période la fraction marxo-guesdiste fut le fer de lance de la soumission des syndicats à leur parti, la défaite que pour eux constituèrent les *Congrès corporatifs* de Paris (1893), Nantes (1894) et Limoges (1895), nécessitait une lente reconquête.

(6) «*La Chambre ardente – Aventuriers, utopistes, excentriques du Palais-Bourbon*» - Bruno FULIGNI – «*Les Editions de Paris – Max CHALEIL*» - 2001 – pp. 204 à 213.

(7) «*Le Congrès général du Parti socialiste français – du 3 au 8 déc. 1899*» sur [http://anti.mythes.voila.net/individus/pelloutier\\_fernand.html](http://anti.mythes.voila.net/individus/pelloutier_fernand.html)

Elle passa par l'unité des socialistes d'Etat. La plupart d'entre-eux étant d'un meilleur abord individuel que les «*fous de Marx*», la tâche fut rendue plus aisée.

Elle aboutit à l'*Union sacrée* pour la guerre, en 1914. La revanche de GUESDE eut lieu en 1921 et en 1945. Le ténia envahisseur s'empara alors des organisations économiques. Encore eut-il fallu qu'il n'y ait personne se réclamant de PELLOUTIER à les y aider!

----

Si les «*blanquistes*», héritiers des «*jacobins plébéiens*», descendant directs des «*babouvistes*» et des «*buonarottistes*», se fondèrent dans le parti socialiste unifié français, on notera qu'il en fût d'entre-eux qui perdurèrent dans la défense de l'indépendance et de l'autonomie d'action des syndicats.

L'un d'entre-eux, Victor GRIFFUELHES, fut Secrétaire général de la C.G.T. de 1901 à 1909. Il combattit ensuite avec Pierre MONATTE, autour du journal «*La Vie ouvrière*», expression du courant «*syndicaliste révolutionnaire*» (8); puis dans les «*Comités syndicalistes révolutionnaires*», préludes, hélas!, à la C.G.T.U. Il décéda en 1922.

-----

L'examen de notre histoire doit nous amener à penser l'action du jour en sachant bien que ce ne sont jamais les idées qui trahissent, ce sont les individus qui changent d'idées, et qui parfois trahissent.

La soumission de l'action économique à la nécessité de l'Etat ou d'un Etat, est, pour le moins, une impasse! Le faire de façon consciente, c'est pire!

*«En 1906, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires et syndicalistes réformistes, ont trouvé un compromis qui s'appelle la charte d'Amiens, préservant le syndicalisme de toute ingérence extérieure, qu'elle provienne du parti ou de l'Etat. En 1946, 47, 48, contre la colonisation de la C.G.T. par l'appareil stalinien, les mêmes alliances se retrouvent. En mars 1969, contre la tentative gaulliste d'institutionnaliser l'intégration du syndicat à l'Etat, nous avons participé de très près à l'élaboration de l'accord largement majoritaire du congrès confédéral se prononçant contre l'instauration de l'état corporatiste qu'aurait entraîné la victoire de De Gaulle au référendum d'avril 1969» (9).*

Cela reste d'une actualité tenace!

**Anti.mythes,  
aout 2013.**

-----

(8) «*Le syndicalisme révolutionnaire*» - Brochure éditée en 1909. Voir sur [http://anti.mythes.voila.net/individus/griffuelhes\\_victor.html](http://anti.mythes.voila.net/individus/griffuelhes_victor.html)

(9) Jo. SALAMERO dans: *L'Anarcho-syndicaliste* - n°37 - mai-juin 1980. Voir sur [http://anti.mythes.voila.net/individus/salamero\\_joachim](http://anti.mythes.voila.net/individus/salamero_joachim)